

Janvier/novembre 2015 –

Massacres terroristes à Paris : « Et maintenant, on fait quoi ? »

Jean-Marie Fardeau 19 Novembre 2015



Il y a eu l'attentat du 11 janvier, puis ceux du 13 novembre 2015 à Paris. Voici quelques éléments de réflexion sur la situation.

En janvier 2015, après les attentats, nous nous demandions déjà « *Et maintenant on fait quoi ?* ». Dix mois plus tard, après de nouveaux attentats d'une violence extrême, la même question se pose avec le sentiment très frustrant, que nos responsables politiques et notre société n'a pas su y répondre. Le feront-ils cette fois-ci ?

En janvier, le débat fut essentiellement sociétal, puisque les auteurs des attentats étaient français. Les questions au cœur du débat : « *comment éviter que des jeunes Français dérivent vers le djihadisme ?* » « *Comment « déradicaliser » ces jeunes ?* » « *Comment éviter que les prisons soient des lieux de recrutement ?* » « *Comment faire pour que les fractures entre groupes sociaux, communautés religieuses en France se résorbent ?* »

En novembre, les seuls mots qui viennent à la bouche de MM. Hollande et Valls, ce sont « *guerre contre le terrorisme* » et la détermination « *à détruire* » le groupe État islamique.

Il faut certainement agir pour réduire les capacités criminelles de ce groupe, mais on ne peut faire l'impasse sur l'impact que ces nouveaux attentats peuvent avoir dans la société française elle-même, ni sur le fait que, comme en janvier, de jeunes Français se soient embarqués dans cette aventure criminelle.

Après ces deux vagues d'attentats, le débat devrait concerner à la fois à la politique étrangère ET la politique intérieure.

Pour ce qui concerne la politique étrangère, il faudrait dresser un bilan objectif de la stratégie militaire contre le groupe État islamique. La France annonce avoir frappé dans la nuit du 15 au 16 novembre – puis à nouveau dans la nuit du 16 au 17 novembre – deux centres de commandement et deux camps d'entraînement à Raqqa, le fief du groupe EI. On peut légitimement s'interroger pourquoi ces installations n'ont pas déjà été frappées au cours des mois précédents que ce soit par les États-Unis ou la France qui intervient en Syrie depuis plusieurs semaines. On peut aussi se demander si la France qui se dit engagée dans une

« *guerre contre le terrorisme* » peut la gagner en utilisant des moyens militaires alors que les États-Unis ont échoué dans leur « war on terrorism », les mots exacts choisis par M. Hollande depuis le 13 novembre. Le projet d'une grande coalition contre l'EI – des États-Unis à la Russie en passant par l'Iran et l'Arabie Saoudite – tend à minimiser la gravité des crimes commis par le régime Assad ou encore à ignorer le caractère sectaire du régime irakien. Or les régimes syrien et irakien sont les principaux responsables de l'existence même du groupe EI. Quant aux soutiens directs ou indirects que le groupe EI a pu recevoir de pays ou d'intérêts privés de la région (Turquie, pays du Golfe), ils devraient faire l'objet d'une analyse approfondie et interroger les contradictions de la diplomatie « militaire » et de la diplomatie « économique » de la France. Faire l'économie de ces débats et annoncer martialement « notre ennemi, c'est Daech », c'est courir le risque d'une approche simpliste à un problème bien plus complexe qui doit amener la France aussi à faire un examen de sa politique étrangère.

Sur le plan intérieur, les questions sociétales posées en janvier restent entières. Cela a été dit et répété : l'objectif final des commanditaires de ces attentats est de diviser les Français entre « Musulmans » et « non-Musulmans » dans un « grand » pays qui apparaît malheureusement l'un des plus réceptifs aux discours racistes et islamophobes, censés prospérer après des attaques terroristes de ce type.

Avec cette seconde série d'attentats en moins d'un an, les risques pour notre société sont encore accrus. Notre société va-t-elle dériver vers plus d'intolérance, d'exclusion, de repli ? Ou bien, va-t-on enfin assister au sursaut espéré par beaucoup pour que la France sorte de cette situation par le haut ?

Les attentats, de janvier comme ceux de novembre, nous renvoient en effet aux défis essentiels que la société française doit relever. Si notre société ne les résout pas, alors les discours stigmatisants prospéreront, la capacité d'acceptation d'une société multiculturelle et multiconfessionnelle régressera. Quels que soient les éventuels succès militaires en Irak et en Syrie, les problèmes de fond continueront de miner notre pays.

Ces défis sont notamment les suivants :

- La fin des discriminations contre les personnes qui sont perçues comme étrangères alors qu'elles sont citoyennes de plein droit de ce pays, et contre les personnes étrangères qui ont vocation à résider en France.
- L'égalité des chances entre tous, en particulier en matière d'éducation et de santé, pour que chacun ait les mêmes capacités d'exprimer ses talents et trouver une place dans la société, quels que soit sa couleur de peau, son prénom ou son nom, sa confession éventuelle, son lieu de résidence.
- Les institutions de la République, police et justice en tête, doivent être protectrices de tous les citoyens et ne pas être plus sévères avec certains qu'avec d'autres. La confiance

entre la police et la population est indispensable pour améliorer l'efficacité des politiques de sécurité.

- L'évolution du système carcéral qui est générateur de violences et de délinquance.
- Une vision de la laïcité qui soit respectueuse de tous les croyants et des non-croyants.

Ces défis sont difficiles à relever car notre société est déjà gravement fracturée par les inégalités sociales, par des formes évidentes de ségrégation et de discriminations.

Mais, si elle ne relève pas ces défis, la France sera de moins en moins forte pour résister aux coups de boutoir que peuvent lui infliger des groupes terroristes. Elle sera de moins en moins en mesure de prétendre vivre au quotidien dans l'esprit de la devise de la République : Liberté, Égalité, Fraternité.

Pour cela, les leaders politiques ont une responsabilité considérable. Les messages qu'ils émettent via les médias vers l'opinion publique doivent exprimer leur volonté de relever ces défis. Pour ceux qui sont au pouvoir, les actes doivent suivre, des actes qu'ils doivent préparer et poser après une concertation avec les acteurs de la société civile française qui travaillent depuis des décennies sur ces questions.

Mais la responsabilité repose aussi entre les mains ces mêmes acteurs de la société civile : associations, syndicats et autres corps intermédiaires et plus largement de tous les citoyens. C'est à eux, acteurs collectifs et individuels, d'appeler sans relâche les décideurs à résoudre les graves problèmes listés ci-dessus. Cette mobilisation de tous les instants de la société civile dans sa diversité est la condition *sine qua non* d'un engagement des responsables politiques en faveur d'une société plus juste et plus solidaire. Le temps pour y parvenir est compté. Des forces qui ont de toutes autres priorités sont à l'œuvre. Il n'y a pas de fatalité. L'avenir sera ce que nous en ferons, et cela commence dès maintenant.

JEAN-MARIE FARDEAU, ancien secrétaire général du CCFD-terre solidaire

SOURCE : [TC](#)